



mONTPELLIER 2020

La lettre de Sursaut

Octobre 2019, n°78

**Les urgences en crise :
40 années de dérive des politiques de santé**



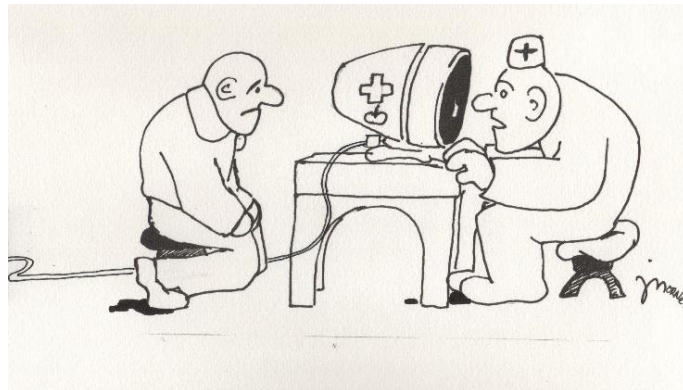
Ladepeche.fr

Les services d'urgences hospitalières manifestent depuis 5 mois. Plus de 200 sont en grève. La ministre de la santé, Agnès Buzyn, a promis le 9 septembre de débloquer 750 millions d'euros d'ici 2022 pour « la refondation des services d'urgence ». Ils s'ajoutent aux primes accordées aux professionnels. Ne nous leurrions pas, ils ne serviront à rien car la crise que connaissent les services d'urgence n'a pas son origine

dans leur organisation : elle est d'abord le symptôme de la dérive de notre système de santé suite aux choix politiques faits depuis 40 ans. C'est toute la politique de santé qu'il faut revoir.

Jusqu'aux années 1970, la santé, ainsi que l'éducation, étaient considérées comme des domaines préservés des impératifs de rentabilité économique directe. Leur fonction étant d'éduquer et de soigner les citoyens, leur coût ne rentrait pas dans des logiques de dépense/rentée. Elle concernait le développement et le bien-être du citoyen et pouvait être considérée comme un investissement. C'est ce que rappelait il y a déjà fort longtemps d'Abraham Lincoln : « *si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance !* ». « *Si vous trouvez que la santé coûte cher, pourrait-on dire aux gestionnaires actuels de la santé, essayez la maladie !* ». A cette époque-là on comptabilisait un ratio de 2 professionnels du soin pour 1 administratif/technique dans les établissements de santé. Aujourd'hui la proportion s'est inversée. Comment en est-on arrivé là ?

A la fin des années 1970, les décideurs économiques et politiques ont renversé la proposition. La santé devait devenir un produit économique comme les autres. Elle devait être gérée comme n'importe quel autre objet marchand et soumise aux mêmes encadrements protocolaires. Elle devait engendrer des bénéfices. Le développement de l'informatique est devenu l'outil royal de cette révolution. On est allé chercher les nouveaux modèles du côté du Nord Amérique, Canada et USA. Les sigles ont commencé à envahir les pratiques : DSM (durée moyenne de séjour ... ou dispositifs médicaux stériles), PMSI (programme de médicalisation des systèmes d'informatique), T2A (tarification par activité) ... sous le contrôle de la HAS (Haute autorité de santé) et des ARS (Agence régionale de santé). Les établissements sont désormais soumis à des inspections régulières obligatoires pour l'accord d'accréditation. Leurs pratiques sont contrôlées et jugées à partir de la soumission à des grilles de plus en plus complexes et affinées de protocoles et de procédures. Les professionnels doivent consacrer une partie de leur temps devant leurs écrans pour rendre compte de leurs pratiques : ce sont autant d'heures enlevées au soin du malade. On va jusqu'à chronométrer certaines tâches infirmières et à considérer que le temps consacré à la relation au patient est du temps perdu. L'on comprend l'origine du basculement du ratio évoqué plus haut de 2 administratifs/techniques pour 1 soignant. Ce pourcentage n'inclut pas, de plus, l'obligation pour tout soignant de consacrer une part de sa pratique à un travail administratif, sans parler de ceux qui sont extraits de leur travail de soin pour n'accomplir que des tâches de management.



Dessin de l'auteur

Pour être plus facilement gérables et rentables, les soins sont basés sur un seul modèle : celui de la maladie organique ramenée elle-même au modèle mécanique d'agencement de pièces. La pathologie devient ainsi facilement objectivable et donc prévisible quant à son traitement et à sa durée. Les formations des professionnels se sont transformées pour adapter les qualités à ces nouveaux objectifs de performance. Le recrutement des futurs médecins s'est basé sur leurs compétences en matières scientifiques et mathématiques. Leur numerus clausus a été diminué dans l'illusion, sans doute, qu'une médecine performante permettra un recul des maladies (de la même manière que l'on a cru que la suppression des lits allait entraîner une diminution du nombre des malades). L'accès aux professions paramédicales a connu la même inflexion et a privilégié les profils scientifiques. La formation des

professionnels dont la pratique était avantagée axée sur l'aspect relationnel du soin (infirmières, travailleurs sociaux, psychologues), s'est structurée autour des abords comportementaux et cognitifs au détriment des « sciences humaines » classiques. La psychanalyse et la psychothérapie institutionnelle sont désormais interdites dans la prise en charge des troubles autistiques.

Le constat est sans appel : on a évacué l'humain du soin, aussi bien dans les pratiques que dans les formations. La subjectivité de la personne et du lien de soin sont devenus des facteurs de gêne et d'imprévisibilité pour une bonne gestion de la santé. En langage d'accréditation, ils sont devenus des « événements indésirables ». C'est ce refoulé de l'humain qui revient à la charge dans les services d'urgence. C'est cette « maladie » (organique et sociale) qui n'a plus de place dans les nouveaux dispositifs de soin qui y surgit dans l'urgence de la détresse. Tant que l'on n'aura pas compris que le soin, c'est d'abord de l'humain, on pourra toujours multiplier les plans santé et les replâtrages financiers : cela ne servira à rien. Sinon à enfoncer encore plus la souffrance des professionnels bien obligés d'accueillir et de faire face à celle qui envahit les couloirs et les halls de leurs services.



Dessin de l'auteur

Les professionnels n'en peuvent plus de ne pas pouvoir répondre convenablement aux demandes qui leur sont adressées. Lors des Etats généraux de la psychiatrie qui s'étaient tenus au Corum de Montpellier en 2003, l'un d'eux avait dit : « *j'aime toujours mon travail, mais je n'aime pas la manière dont on me le fait faire* ». C'est ce même constat que l'on entend chez ceux qui manifestent aujourd'hui. Quand quelqu'un n'a plus une bonne image de lui-même et du travail qu'il fait, comment peut-il « soigner » la personne qui s'adresse à lui ? Il est urgent de « soigner » l'hôpital.

Les services publics, socles sociétaux

Gérard DORIVAL

Je paie cette année moins d'impôt que l'an dernier. Je n'avais rien demandé. L'exonération de la taxe d'habitation m'est promise pour bientôt. Je n'avais rien demandé non plus. Beaucoup d'homologues de ma "classe" fiscale s'en réjouissent, bercés par le discours de "spoliation" (« *On nous prend pour ...* »), le record d'Europe des prélèvements, en oubliant que notre pays est le plus redistributeur et qu'entre autres, la carte « Vitale » y est gratuite et se substitue à la carte « bleue »

Je ne peux pas avoir bonne conscience de cette "faveur" dont la contrepartie, évidente, me gêne.

Je crains que cette réponse à l'idéologie individualiste ne prive les services publics, exsangues, des ressources humaines et financières qui constituent l'incorruptible bien commun de tous nos concitoyens, riches ou pauvres, usagers de l'hôpital, de l'éducation nationale, des services de justice, (sinistrés) pénitentiaires, de police, d'incendie et de secours, des services de lutte contre l'évasion fiscale, de répression des fraudes, de contrôle de la consommation et du respect des normes

environnementales, devenues prioritaires aujourd'hui....(J' évoque par dérision " in memoriam" les services extérieurs de la " jeunesse et des sports", dont je fus acteur pendant quarante années, engloutis corps et âme, selon une tendance lourde amorcée antérieurement).



Dessin de Jean Michel UCCIANI

La carence en services publics est encore plus criante en milieu rural, ce qui génère les insatisfactions légitimes, sources, entre autres, des importants mouvements récents.

Une occasion a été manquée lors de la récupération de quelques 3 milliards issus des emprunts à taux négatif (l'équivalent par parenthèse de l'ISF non perçue, ce qui relativise les montants de l'une comme de l'autre). L'allègement de la dette, il est vrai considérable, a été préféré à une dépense publique ciblée. Les recours aux privatisations, contre-nature dans beaucoup de domaines, s'avèrent avoir un coût résiduel important (les autoroutes en constituent le plus affligeant exemple)

En l'absence de moyens humains adaptés, les réponses sont fragmentaires, approximatives et insatisfaisantes

Faute d'un accès à ces ressources élémentaires à la vie sociétale, nous serions livrés à une jungle libertaire mais en fait liberticide, à l'accroissement des inégalités et à la frustration générale tant des agents que des usagers.

Un processus d'évaluation, indépendant, des besoins, me semble nécessaire pour éviter les coupes sombres d'une part comme les revendications maximalistes d'autre part.

De mon point de vue, la côte d'alerte est atteinte. Il faut agir pragmatiquement. Les conséquences sociales et politiques peuvent être destructrices.

Gratuité des transports : le débat

Un premier débat s'est installé dans le prélude de la campagne des municipales. Il a trait à la gratuité des transports en commun. La proposition a été faite par Michaël Delafosse qui a annoncé sa volonté de la mettre en place pour les habitants de la Métropole de Montpellier. Elle aussitôt suscitée de vives réactions. « Usine à gaz » pour le républicain Alex Larue qui ajoute que « *philosophiquement, le tout gratuit, je ne suis pas sûr que ce soit le bon message* ». L'écologiste Manu Reynaud est plus partagé : « *la gratuité nous y pensons aussi mais, pour l'instant, sur deux jours, samedi et dimanche, notamment pour faire revenir du monde en centre-ville* ». Le député marcheur, Patrick Vignal, n'est pas loin de la même proposition même s'il pense que le coût des transports en commun n'est pas « *le problème prioritaire de Montpellier* ». Il reste favorable cependant à ce qui a été fait à Dunkerque « *une première expérimentation de la gratuité deux jours par semaine* ». Le maire et président de M3M, Philippe Saurel, est, au contraire convaincu que la mobilité sera l'un des thèmes forts de la prochaine campagne. Il juge, par contre, « *le candidat socialiste ... toujours très généreux avec l'argent des autres* ». Il ajoute : « *aucun financement n'est annoncé. C'est de la démagogie !* ».

Maxime Huré, cité dans le Midi Libre du 12 septembre, maître de conférences à l'Université de Perpignan et spécialiste de la question, a suivi de très près la mise en place de la gratuité des transports à Dunkerque sur les WE. On a constaté une augmentation de la fréquentation de 30% le samedi et de 80% le

dimanche, avec l'apparition d'un nouveau public, précaires, personnes âgées, jeunes de 16 à 18 ans et fa milles. 67% des personnes interrogées ont dit avoir renoncé à la voiture. Les diverses expériences ont montré également que les bus gratuits n'ont pas été plus dégradés que les autres. La seule limite de l'initiative tient, pour lui, au financement : « dans 10 ou 15 ans aura-t-on assez de ressources ? ».



Dessin de GELUCK

L'ancien directeur de la TAM est beaucoup plus réservé : « nous avons tous envie de dire oui au départ. Mais il y a de fortes contraintes. Montpellier et sa métropole ne sont pas Dunkerque ». Y appliquer la gratuité reviendrait quatre fois plus cher, sans compter le coût de la nécessité de créer de nouvelles rames, de former et d'embaucher de nouveaux conducteurs. Il préfère proposer une autre piste : « une gratuité partielle ciblée sur des moments de la journée ou de la semaine avec des tarifs réduits calculés selon les coefficients familiaux. Des choix faits par Nantes et Grenoble ». Le président de l'association Mobilité et déplacement durable, Éric Boisseau, a les mêmes réserves et ajoute même : « un réseau de transport cher est également performant et donc utilisé ». L'ancien candidat de droite, Jacques Domergue, a plaisir à rappeler qu'il avait centré sa campagne de 2007 sur cette proposition et que la gauche d'alors était contre.

La proposition, en revanche, semble recueillir l'unanimité des commerçants que Midi Libre a interrogés y voyant tous un moyen d'attirer plus de monde au centre-ville.

Nous avons eu ce débat au sein de Montpellier 2020 lors de l'élaboration de l'ouvrage que nous venons de publier *Sursaut 5, dessine-moi une métropole*. Certains d'entre nous étaient farouchement opposés et, d'autres, à l'inverse totalement ouverts. Nous avons formulé cette proposition finale : « L'éventuelle gratuité des transports en commun, expérimentée ailleurs, est en question. Faut-il faire payer l'utilisateur ou le contribuable ? La non prise en compte des externalités négatives dans les coûts réels des transports individuels (pollution, temps perdu, usure des voiries...) biaise toute réflexion sereine sur ce sujet. Une volonté politique forte et durable sur ce thème est nécessaire.

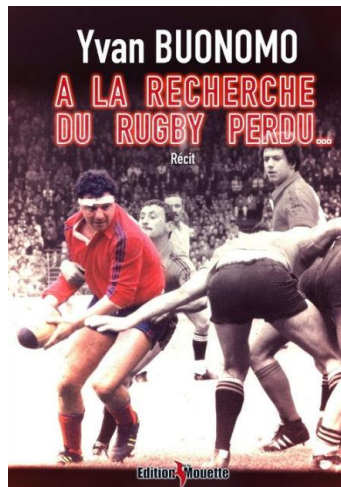
En attendant, la mise en place d'un ticket valable une heure, voire plus, y compris les retours sur une même ligne, serait souhaitable ».

Le débat, en tous cas, est lancé. Le constat est unanime : congestion de plus en plus marquée des voies, augmentation des durées de trajet, pollution de l'air, nécessité d'agrandir les espaces de stationnement, utilisation quasi majoritaire de véhicules par une seule personne, nervosité de tous ... Il est évident que tout projet d'avenir doit prendre en compte tous ces paramètres pour en calculer le réel bénéfice/coût. Sans oublier le débat plus idéologique sur la « gratuité » et ses aspects sociaux.

NOTES de LECTURE : A la recherche du rugby perdu, d'Yvan BUONOMO Gérard DORIVAL

Joueur de la période glorieuse de l'A-S-Béziers des années soixante, Yvan Buonomo, qui fut aussi international, effectue un récit* poignant de ces années fastueuses, illustrées par un système de jeu, sous

la houlette en particulier de Raoul Barriere, qui se voulait secret et qu'il décrit abondamment avec nostalgie, le rugby actuel lui semblant dénué d'intelligence et d'opportunité.



Le panégyrique est peut-être excessif comme le rejet catégorique de ce qui suivra.

Le plaidoyer "pro-domo" (j'allais dire "pro-Buonomo" !) est sincère et convaincu, sans concession.

Les propositions techniques et stratégiques qu'il délivre, quelque peu illisibles pour un profane, mériteraient l'expertise de spécialistes en vue d'une validation possible.

Un parallèle osé de ce fameux système de jeu avec les schémas de l'architecte médiéval, Filippo Bruneschelli, édificateur, entre autres, du Duomo de Florence ne manque pas de surprendre mais le raisonnement est intéressant.

L'ouvrage est ponctué d'un savoureux alexandrin de 10 pages, écrit dix ans auparavant !

Yvan Buonomo ne cache pas son amertume, quitte à paraître aigri, vis-à-vis du rugby actuel : c'est le sens du "récit", agréablement truffé d'anecdotes, s'agissant de cette décennie dorée qu'il a voulu faire revivre.

*A la recherche du rugby perdu, Yvan BUONOMO, éditions de la Mouette, 16 euros

Lu dans la presse : « des vigneron dans le rouge » (Télérama)



France 3 Régions

Nos viticulteurs ont connu un début d'été difficile en raison des chaleurs caniculaires persistantes que nous avons subies. Les journalistes Jérémie COUSTON et Jean-Baptiste ROCH de Télérama ont rencontré trois d'entre eux pour savoir comment ils essayaient de s'adapter aux changements que le climat semble devoir nous imposer (Télérama n°3635, 11/09/19). Une ancienne journaliste, Catherine Bernard, qui s'est lancée dans la viticulture près de Montpellier a envoyé ce message : « ce qui s'est produit ce vendredi 28 juin dans les vignes du Midi est un avertissement, un carton rouge ». Marc Castan cultive ses vignes dans les Corbières maritimes. Il a abandonné la taille en rognage pour permettre aux ceps de bénéficier de l'ombre protectrice des feuilles et laisse même certaines vignes monter en treille

comme dans certaines régions d'Italie. « Il faut cesser de traiter la vigne comme un bonsaï et laisser à cette liane la possibilité de prendre de la hauteur ». Il a, ensuite, décidé d'élever une douzaine de vaches « highlands » qu'il utilise pour le compost et pour débroussailler les vignes pendant l'hiver.

Saskia Van Der Host est vigneronne dans les Pyrénées Orientales. Sur ses parcelles de Syrah les pertes s'élèvent à 40%. Depuis 2013, elle a connu 3 sécheresses. Malgré tout, elle refuse toujours d'employer des pesticides. Elle a bénéficié de la solidarité des autres viticulteurs grâce à l'association Vendanges solidaires. Son verdict est simple : « s'il n'y a pas de choix forts pour aider le bio et encourager la polyculture, rien n'y fera ».

Paul Reder est viticulteur à Courmonterral. En 2018 le mildiou avait détruit une bonne partie de sa récolte en raison des pluies du printemps. Cette année c'est la canicule qui a touché ses terres. Il prône une irrigation « contrôlée » pour permettre de lutter contre le stress hydrique subie par les plants lorsque les chaleurs à plus de 40° se suivent pendant plusieurs jours. Son père s'était soucié de la présence de sources dans les sous-sols avant de planter ses vignes. Il laisse pousser l'herbe pour garantir un minimum de fraîcheur et laisse 150 brebis y pâturer l'hiver pour apporter des matières organiques sur ses terres de garrigue cultivées, bien sûr, sans insecticide ni herbicide.

Les évolutions climatiques peuvent sembler des fatalités. L'homme doit œuvrer pour en mesurer sa part de contribution. Il doit également savoir s'y préparer en imaginant d'autres pratiques et en s'inspirant de la sagesse des pratiques agricoles anciennes revenant souvent à une sagesse oubliée du travail agricole et en inventant des solidarités pour réparer les dégâts immédiats que subissent certains.

Nos lecteurs réagissent ...

L'éditorial de notre Lettre de septembre a créé de nombreuses réactions, souvent totalement opposées. Elles prouvent la difficulté de sortir des binarités réductrices que nous évoquions à propos du traitement des événements qui traversent notre pays depuis près d'un an. Nous en publions trois ici. Merci de ces échanges !



Dessin paru sur voxeurop.eu

- « Je suis un peu surpris, je l'avoue, de certains propos que je peux lire dans votre lettre du « Sursaut ». Beaucoup se sont émus, et pas qu'en France (notamment à l'ONU), de la question des violences policières lors des récentes manifestations. Cela n'élude pas la violence de certains manifestants ni le respect que nous devons avoir pour nos forces de l'ordre républicaines mais ne pas voir que certaines barrières ont sauté dans la gestion du maintien de l'ordre me paraît hallucinant.

Vivant dans une petite ville à 20 minutes de Toulouse, ayant un noyau assez actif de Gilets Jaunes, je peux te dire que ce sont des gens qui, dans leur grande majorité, sont horrifiés par la violence. Certains n'avaient même jamais manifesté de leur vie, et en sont revenus traumatisés. J'entends bien que vous avez peu de sympathie pour eux mais ils témoignent à leur façon d'une souffrance sociale majeure et sont très loin des clichés de la haine anti-flic. Je pense, dans une démarche politique qui me semblait être la vôtre (mais peut-être me suis-je trompé), qu'il est crucial d'en tenir compte ».

-« Je vous remercie d'avoir commenté et analysé les regrettables événements violents, samedi, des Gilets Jaunes et autres provocations contre les forces de l'ordre qui émaillent l'actualité avec grands renforts d'images sélectionnées pour leur rude violence.

Il est temps que ce cirque cesse. Les « acteurs » qui auraient le courage de décréter une trêve, en cherchant d'autres moyens d'expression plus compatibles avec notre démocratie, y gagneraient sans doute en crédibilité et diffusion de leur message. Comment s'exerceraient sereinement la responsabilité des gouvernants et celle des gouvernés ? Comment agir avec mesure entre indignation et insurrection ? Les insoumis ne peuvent pas tout se permettre entre ces deux pôles, et refuser d'en endosser les conséquences, ce serait vouloir rester sur la touche. Merci de ne pas partir dans ce sens ».

-« Avec nulle autre parole critique d'aujourd'hui, je me trouve aussi constamment toujours en accord qu'avec la tienne. Pourquoi ? Continue »

Sursaut 5 : dessine-moi une métropole

Notre ouvrage a commencé à se faire connaître et à rencontrer quelques échos dans la presse ou les médias. Nous avons été invités à Agglo.tv, la chaîne animée par le journaliste Pierric-Joël Loubat : l'émission est visible sur leur site (« agglo tv »). Nous serons en direct sur Radio Divergences le lundi 7 octobre à 12 h. Quelques candidats à la prochaine municipale nous ont également sollicités pour une rencontre en vue de discuter de nos propositions.

RAPPEL :

Vous êtes de plus en plus nombreux à réagir à nos articles : nous nous en félicitons et avons à cœur de faire écho de vos courriels ou de vos envois de parution d'articles de presse. N'hésitez donc pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : montpellier.asso.2020@gmail.com ou joseph.mornet6@orange.fr

Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ... Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site www.montpellier-2020.fr

Participation financière à
Sursaut 5, Dessine-moi une Métropole

Monsieur, Madame (ou raison sociale) :

Adresse :

Téléphone :

Mail :

Achète : _____ exemplaire(s) de l'ouvrage *Sursaut5, Dessine-moi une Métropole*

() - à 5 euros l'exemplaire, tarif adhérent

() - à 10 euros l'exemplaire pour les non-adhérents

(Cocher la case correspondante)

Coût d'envoi : 4 euros jusqu'à 3 exemplaires groupés

Coût TOTAL :

La demande doit être adressée à :

Joseph MORNET,

Le Jardin aux Fontaines F2,

9 rue de Nazareth,

34090 MONTPELLIER

et accompagnée d'un chèque du montant total établi à l'ordre de : *Association Montpellier 2020*